

Zéro SDF : URGENT.

Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).

SMIC à 1300 euros net.

Favoriser les petits commerces des villages et centres-villes. (Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce) + de parkings gratuits dans les centres-villes.

Grand Plan d'Isolation des logements. (faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages).

Que les GROS (Macdo, google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE PME) payent petit.

Même système de sécurité sociale pour tous (y compris artisans et autoentrepreneurs). Fin du RSI.

Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. (Pas de retraite à point).

Fin de la hausse des taxes sur le carburant.

Pas de retraite en dessous de 1 200 euros.

Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et au chèque vacances.

Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.

Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations. Protéger notre industrie c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.

Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.

Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.

Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une Industrie Française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)

Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.

Que les causes des migrations forcées soient traitées.

Que les demandeurs d'asiles soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.

Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.

Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en oeuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de la France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).

Salaire maximum fixé à 15 000 euros.

Que des emplois soient créés pour les chômeurs.

Augmentation des allocations handicapés.

Limitation des loyers. + de logement à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).

Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage aéroport...)

Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.

L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.

Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publiques et que les prix baissent de manière conséquente.

Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.

Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.

Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la Terminale.

Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.

Le Référendum populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée Nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.

Retour à un mandat de 7 ans pour le Président de la République. ( L'élection des députés deux ans après l'élection du Président de la République permettait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participait donc à faire entendre la voix du peuple.)

Retraite à 60 ans et pour toutes les personnes ayant travaillées dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple) droit à la retraite à 55 ans.

Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.

Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.

Pas de prélèvement à la source.

Fin des indemnités présidentielles à vie.

Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue. -Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.